

INSTITUT NATIONAL D'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE

Etablissement public institué par la loi du 9 août 1963
AVENUE DE Tervuren 211 - 1150 BRUXELLES

Service des Soins de Santé

COMITE DE L'ASSURANCE

Note C.S.S. n° 2015/041 add

Bruxelles, le 11/02/2015

Concerne : Avis de la Commission de contrôle budgétaire - Modification de la nomenclature dentaire – article 5 et 6 – Réinstaurer un mécanisme de nomenclature avec des valeurs P visant à limiter les « outliers ».

Veillez trouver en annexe l'avis de la Commission de contrôle budgétaire relatif au sujet précité.

INSTITUT NATIONAL D'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE
Etablissement public institué par la loi du 9 août 1963
AVENUE DE Tervuren 211 □ 1150 BRUXELLES



Service des soins de santé

COMMISSION DE CONTROLE BUDGETAIRE

Note CCB n° 2015/034

Bruxelles, le 11/02/2015

OBJET

Avis de la Commission de contrôle budgétaire

Modification de la nomenclature dentaire – article 5 et 6 – Réinstaurer un mécanisme de nomenclature avec des valeurs P visant à limiter les « outliers ».

CONTENU (voir également note CCB 2015/029)

En exécution du point 8.1.1. de l'accord national dento-mutualiste 2015-2016, le Conseil technique dentaire a élaboré la présente modification de nomenclature. Cette proposition réintroduit un mécanisme antifraude qui avait comme but de toucher les praticiens de l'art dentaire qui attestent un grand nombre irréalisable de prestations dans le cadre de l'assurance maladie obligatoire, les « outliers ». Le mécanisme précédent, introduit dans ce but via l'AR du 17.1.2013, a été annulé par le Conseil de l'Etat le 21 octobre 2014 (arrêts n° 228.830 et 228.831), à cause d'absence de base légale pour introduire une telle mesure. Entre temps l'article 35 de la loi SSI permet pour l'art dentaire, que le Roi fixe des paramètres qui limitent le nombre de prestations attestables lors d'une période de référence.

Des plafonds sont instaurés en matière de prestations attestables pour des périodes fixes. Une valeur plafond est prévue pour la période d'un mois civil et l'on exprime la limitation en termes de valeurs P. Les 3 critères suivants ont été instaurés:

- « Le total des valeurs P ne peut pas dépasser, par praticien de l'art dentaire :*
- 5000 P pour une période donnée d'un mois civil ;*
 - ou 13000 P pour une période donnée d'un trimestre, le premier jour du trimestre étant le 1er janvier ou le 1er avril ou le 1er juillet ou le 1er octobre ;*
 - ou 46000 P pour une période donnée d'une année civile. »*

Pour la fixation des valeurs plafond, on est parti de la valeur 200P par journée de travail qui figurait déjà dans la mesure annulée.

Pour obtenir une valeur P correcte pour chaque prestation, le tarif a été pris comme référence pour en soustraire le coût du matériel utilisé (y compris le temps éventuellement consacré par des tiers) et des amortissements de la pratique.

MOYENS BUDGETAIRES 2015 (note CSS 2014/349)

Dentistes (rubrique 2) : 875.434 milliers €

Au point 8 de l'accord dento-mutualiste 2015-2016, sont détaillées les différentes mesures anti-fraude que la Commission nationale dento-mutualiste souhaite mettre en œuvre.

Au dernier paragraphe du point 8.1, il est écrit que ces mesures permettront d'économiser à terme un montant de 5,3 millions € sur base annuelle.

Les économies attendues en 2015 et 2016 sont néanmoins inférieures à ce montant.

En 2015, le montant d'économie qui devrait être réalisé via ces différentes mesures devrait s'élever 1.771 milliers € budgété en 2015 pour la mesure OUTLIER + 1.988 milliers € pour d'autres mesures anti-fraude, soit un total de 3.759 milliers €.

En 2016, le montant d'économie qui devrait être réalisé via ces différentes mesures devrait s'élever à 1.771 milliers € Pour la mesure OUTLIER + 2.650 milliers € pour d'autres mesures anti-fraude, soit un total de 4.421 milliers €.

Les montants de 1.988 milliers € en 2015 et de 2.650 milliers € en 2016 correspondent à l'économie à réaliser (au-delà du montant prévu de 1.771 milliers € pour la mesure OUTLIERS) afin de générer la marge nécessaire à l'exécution d'un certain nombre d'initiatives auxquelles font référence l'accord 2015-2016.

Pour ce dossier :

1.771 milliers €

INCIDENCE FINANCIERE 2015

1.771 milliers €

IMPACT ADMINISTRATIF : Voir note CCB 2015/029

PROCEDURE : voir note CCB 2015/029

La Commission de contrôle budgétaire a, lors de sa réunion du 11 février 2015, examiné le dossier susmentionné.

AVIS DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE BUDGETAIRE

Etant donné sa compatibilité financière, la CCB émet un avis positif sur ce dossier.

MOTS-CLES Soins dentaires - Nomenclature des prestations de santé (réglementation)